

Les planificateurs français

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

par Denis Boneau

À partir de 1945, la diplomatie états-unienne, dans la perspective de la construction d'un axe économique atlantiste, charge Jean Monnet, chef de file du mouvement planificateur, de mettre en place différents organismes destinés à distribuer les crédits nécessaires à la reconstruction. Placé sous la tutelle de Washington, le Commissariat au Plan constitue le relais français du Plan Marshall et l'un des principaux bastions regroupant hauts fonctionnaires, syndicalistes et intellectuels engagés aux côtés des États-Unis dans la Guerre froide.

19 novembre 2004

Le planisme¹, une doctrine inventée par le socialiste révisionniste Henri de Man, fédère durant les années 30 différents groupes politiques - néo-capitalisme de Jean Coutrot et du cercle X-Crise, néo-socialistes menés par Marcel Déat, intellectuels non-conformistes comme Jouvenel - qui rêvent d'un État contrôlé par les techniciens au détriment des instances démocratiques. La Seconde Guerre mondiale contribue à disqualifier la plupart des planistes qui s'engagent massivement dans les mouvements pétainistes. Ce n'est pas le cas de Jean Monnet qui fait le choix de travailler pour De Gaulle et ses alliés. À la Libération, cet allié naturel de Washington organise l'équipe des planificateurs qui va prendre en main la reconstruction et la modernisation de l'économie française.

À l'origine du Commissariat général au Plan : Jean Monnet et Étienne Hirsch

En août 1945, Jean Monnet, alors Commissaire à l'Approvisionnement, rencontre Charles De Gaulle à Washington et lui propose, dans l'objectif officiel de rendre cohérente la reconstruction industrielle de la France, de créer un organisme de planification. Le chef du gouvernement provisoire est séduit par la proposition de Jean Monnet. Le projet permet de confier la modernisation de l'économie française à des experts, qui, à l'abri des vicissitudes du pouvoir parlementaire, pourront piloter la reconstruction selon leurs principes technocratiques. De plus, l'organisme, conforme aux exigences de Washington, est le garant institutionnel indispensable afin de recevoir des crédits états-uniens. Dans cet esprit, Charles De Gaulle fait confiance à Jean Monnet et à son équipe pour négocier l'aide financière de Washington.

Pionnier de l'atlantisme, Jean Monnet, après une carrière dans le négoce de Cognac, a été, durant la Première Guerre mondiale, membre des commissions exécutives interalliées. Entre 1918 et 1939, il est successivement fonctionnaire à la Société des nations, conseiller financier dans différents gouvernements et cadre d'une banque privée... En 1940, il part à Washington afin de participer aux activités de la Mission d'achats britannique. Il rejoint Alger en 1943. De Gaulle le renvoie à Washington où il dirige le Comité français d'Approvisionnement avec l'aide de ses fidèles, des technocrates comme l'économiste Robert Marjolin², Félix Gaillard, futur chef du cabinet Monnet et surtout Étienne Hirsch³.

Hirsch, diplômé de l'école des Mines, est un ancien de la SFIO. Il fut inscrit au groupe des étudiants socialistes dirigé par Marcel Déat. En 1924, déçu par le militantisme, il débute sa carrière professionnelle dans les établissements Kuhlmann de Raymond Berr. Hirsch est, comme Jean Monnet un atlantiste précoce. Il visite des usines aux États-Unis afin d'importer les méthodes de l'organisation scientifique du travail. Au Comité français de libération nationale (CFLN), il travaille avec Jean Monnet dont les connaissances des circuits logistiques lui valent d'être responsable du Commissariat à l'Armement, à l'Approvisionnement et à la Reconstruction. Intermédiaire entre De Gaulle et le gouvernement britannique, Étienne Hirsch deviendra rapidement une des personnalités les plus influentes de la planification. En 1945, avec Marjolin et Monnet, il prépare le Plan de modernisation et d'équipement (PME). En 1949, il est nommé Commissaire général adjoint. Partisan de la construction européenne, il remplace Louis Armand à la présidence d'Euratom en 1959. En 1961, après avoir déclaré naïvement lors d'un discours à l'Assemblée

¹ « Le planisme, une idéologie fasciste française », par Denis Boneau, Voltaire, 3 novembre 2004.

² Marjolin, avant la guerre, a travaillé en collaboration avec le protégé de la fondation Rockefeller, le professeur d'économie Charles Rist

³ Richard Kuisel, *Le capitalisme et l'État en France, Modernisation et dirigisme au XXe siècle*, Gallimard, 1984.

européenne que « le président français de l'Euratom n'est pas au service de la France »⁴, son mandat n'est pas renouvelé. Il quitte Euratom et rompt avec le gaullisme qui ne lui paraît plus constituer un moyen de promouvoir l'atlantisme dont la construction européenne est l'un des éléments stratégiques⁵. Il n'est pas le seul planificateur à regretter le « nationalisme » du général De Gaulle.

Cependant, le 4 décembre 1945, les futurs chefs de la planification, qui font encore confiance au général, lui adressent un mémorandum le priant de mettre en place des instances de planification chargées de la reconstruction et surtout de la modernisation de l'industrie française. En réalité, le projet consiste à intégrer l'économie dans un cadre atlantique, « rêve » de Jean Monnet datant de la Première Guerre mondiale. « Moderniser » signifie rendre l'économie plus compétitive. Fasciné par le modèle états-unien, Marjolin, Hirsh et Monnet veulent imposer les techniques managériales, l'organisation scientifique du travail ainsi que la mécanisation (par exemple de l'agriculture). La planification, qui officiellement n'a qu'une vocation technique, constitue donc un projet politique cohérent validé par Washington. De Gaulle l'accepte. Le Plan doit permettre d'obtenir des crédits états-unis, de coordonner la reconstruction en servant de point de convergence entre les différents ministères concernés. Évidemment, Monnet promet que les planificateurs ne seront jamais rien d'autre que des techniciens au « caractère pragmatique ». C'est dans ce contexte que naît le Plan de modernisation et d'équipement (PME), organisme réunissant Marjolin, Hirsch, le statisticien Jean Fourastié (...) sous l'autorité de Monnet.

La planification au service de la Guerre froide

Le PME est l'héritier du planisme des années 30. Dès le début, ses théoriciens, Monnet en tête, tiennent à ce que les décisions soient prises en « concertation » (mais bien sûr sans que les parlementaires puissent intervenir). Cette tactique de « dépolitisation des politiques économiques » est directement inspirée des thèses de Jean Coutrot. Elle prend une forme officielle avec la création des commissions de modernisation qui réunissent des chefs d'entreprises, des hauts fonctionnaires, des syndicalistes, des experts divers... Étienne Hirsch, inspiré par le modèle britannique, est à l'origine des 18 commissions mises en place afin de légitimer l'action des « technocrates ».

Le PME n'est qu'une étape vers la création du Commissariat au Plan. En 1946, Robert Nathan, ancien président du Comité de planification du Bureau de la production de guerre à Washington, vient à plusieurs reprises en France afin de conseiller l'équipe de Monnet. L'enjeu est clair, le Plan doit être conforme aux exigences états-uniennes ; la distribution des crédits dépend de cette conformité. En 1946, un décret crée le Commissariat général au plan (CGP). Le premier plan devant être approuvé par Washington, Léon Blum, Emmanuel Monick (gouverneur de la Banque centrale en France) et Jean Monnet sont envoyés aux États-Unis en tant que négociateurs.

L'attribution des crédits états-uniens est soumise à des conditions qui ne sont qu'en apparence strictement économiques. À partir de 1946-1947, il devient clair que l'aide financière en Europe est conditionnée par des objectifs politiques liés à la lutte contre les partis communistes nationaux. Dans ce contexte, la France est un espace politique problématique, un enjeu clé de la diplomatie états-unienne. Les alliés de Washington - De Gaulle, Blum, Monnet et son équipe - sont chargés de donner des garanties politiques, d'autant plus que l'idée d'un interventionnisme économique comme instrument de lutte contre le communisme en Europe de l'Ouest a de nombreux partisans, notamment Jefferson Caffery, ambassadeur à Paris. Le PME, approuvé par la « concertation » (Philippe Lamour représentant les agriculteurs, Pierre Le Brun la CGT, Pierre Ricard le patronat), devient le fer de lance de l'axe économique atlantiste.

Dans cette logique impérialiste, Washington lance le Plan Marshall, une vaste opération destinée à créer un bloc capitaliste en Europe. En effet, la condition principale pour l'attribution des crédits oblige les différents gouvernements à rallier l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), placée sous la tutelle des États-Unis. Les fonds Marshall vont ainsi alimenter le Commissariat général au plan. La France entre, sans aucune consultation démocratique, dans le bloc capitaliste imaginé par Washington. Cette opération, que l'on peut considérer comme une délégation de souveraineté, marque le commencement d'une étroite coopération entre les hauts fonctionnaires du plan Marshall et une fraction de l'élite « technocratique » française.

Jean Monnet devient le premier Commissaire au plan et engage logiquement ses fidèles, notamment Étienne Hirsch, son successeur en 1951. Le Premier plan (47-53), dans le contexte de l'immédiat après-guerre, organise la modernisation des secteurs économiques de base (charbon, électricité, carburant,

⁴ Catherine Previti Allaire, *Les archives d'Étienne Hirsch à Florence, Sources d'un itinéraire européen*

⁵ « Histoire secrète de l'Union européenne », Voltaire, 28 juin 2004.

acier...). Financé par les fonds Marshall, le programme, exécuté en coopération avec des hauts fonctionnaires états-unis, est un succès aux yeux de Washington. Les commissions de modernisation, instances de « concertation », peu nombreuses sont multipliées sous l'influence du nouveau commissaire Étienne Hirsch. La poursuite des activités des planificateurs nécessite de trouver des sources de légitimation. Hirsch radicalise le programme de la planification en engageant des experts divers chargés de masquer le caractère a-démocratique des décisions du Commissariat. Comme le dit Michel Crozier, il s'agit de « dépassionner » le débat politique en mettant en place des commissions fonctionnant comme des « lieux neutres » à l'intérieur desquels des experts discutent avec des « partenaires sociaux » et des hauts fonctionnaires. En pleine Guerre froide, ce type de discours, accréditant la thèse de la « fin des idéologies » chère aux intellectuels du Congrès pour la liberté de la culture, a une fonction politique évidente qui consiste escamoter la réalité des intérêts de classe. Dans ce cadre, on assiste à un mouvement de convergence entre les intellectuels anticommunistes du Congrès pour la liberté de la culture⁶ et les « technocrates » de la planification, Raymond Aron⁷ pouvant être considéré comme l'acteur clé de ce rapprochement.

Les intellectuels de la planification et « la fin des idéologies »

Les « intellectuels bureaucrates », selon l'expression du sociologue Merton, doivent légitimer les décisions des planificateurs. Leurs thèses, largement inspirées de « l'idéologie de la fin des idéologies » des New York Intellectuals - James Burnham, Sidney Hook, Daniel Bell⁸ - prétendent invalider les théories de la lutte des classes et ainsi justifier le discours de la « concertation ».

Citons pour exemple les travaux de Michel Crozier et de son ami et « rival » Alain Touraine. Dans *L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault*, ce dernier affirme que les ouvriers s'intègrent progressivement dans la société française, mettant ainsi en doute la perspective d'une révolution prolétarienne. Michel Crozier, jeune chercheur recruté par les réseaux atlantistes⁹, critique la thèse de la prolétarianisation de l'employé défendue par le PCF. L'objectif politique de ces théories annonçant « la fin de la classe ouvrière » est évidemment la disqualification des marxistes. Les raisons de cette subordination des « intellectuels bureaucrates », qui sont souvent des marxistes « repentis », résident dans un contrat tacite : les planificateurs donnent un poids institutionnel à des sociologues relativement marginalisés dans le champ universitaire, en échange les activités du Commissariat sont légitimées par le discours scientifique.

Parmi les « intellectuels bureaucrates », Michel Crozier, ancien trotskiste formé par le Congrès pour la liberté de la culture, s'investit dans le travail de « concertation » des commissions ; il est membre de la Commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique du Cinquième Plan, de la commission nationale de l'aménagement du territoire du Sixième Plan, de la Commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie du Septième Plan ainsi que du Groupe d'études prospectives du Sixième Plan (avec Raymond Aron, Jacques Delors, Paul Ricoeur, Bernard Cazes, Alain Touraine...). Il deviendra bientôt l'un des porte-parole du club Jean Moulin, groupe politique des planificateurs¹⁰.

En marge du Commissariat au plan, d'autres organismes tributaires des crédits Marshall fonctionnent comme de véritables lieux de formation et de recrutement des intellectuels pro-états-unis. Ainsi en 1950, l'Association française pour l'accroissement de la productivité (AFAP) est créée dans le but d'importer les techniques d'organisation de l'entreprise. Le programme, élaboré par les hauts fonctionnaires du Bureau de technologie et de productivité du ministère du Travail, consiste à organiser des missions de productivité¹¹. Moins d'un tiers des membres de ces commissions sont des spécialistes des sciences sociales, principalement des économistes et des sociologues (comme Michel Crozier qui participe à une mission en 1956¹²). La formation de nouveaux « gestionnaires » capables d'imposer une « pacification » des relations dans l'entreprise (c'est-à-dire disqualifier les syndicats de gauche, principalement la CGT) constitue l'une des conditions d'attributions des crédits Marshall.

⁶ « Quand la CIA finançait les intellectuels européens » par Denis Boneau, Voltaire, 27 novembre 2003.

⁷ « Raymond Aron, avocat de l'atlantisme » par Denis Boneau, Voltaire, 21 octobre 2004.

⁸ James Burnham et Daniel Bell sont les auteurs de deux ouvrages-manifestes du Congrès pour la liberté de la culture, *L'ère des organisateurs* et *La fin des idéologies*.

⁹ « Il y avait aussi des Américains à demeure. Ceux du Plan Marshall bien sûr, mais surtout, ceux du Congrès pour la liberté de la culture qui venaient au secours de la vieille Europe (sic). Je fréquentais relativement peu les fonctionnaires du plan Marshall qui m'aiderent pourtant à publier mon premier livre, *Usines et syndicats d'Amérique* ». Michel Crozier, *Ma belle époque*, p. 75.

¹⁰ Rémy Rieffel, *La tribu des clercs, Les intellectuels sous la Cinquième République*, Calmann-Lévy, 1993.

¹¹ De 1950 à 1953, l'AFAP organise plus de 450 missions de productivité.

¹² « C'était une mission très particulière, limitée à six personnes, toutes théoriquement praticiennes de la recherche universitaire. Elle devait rendre compte très exactement de ce que les sciences sociales pouvaient apporter au développement de la productivité dans les entreprises. » in Michel Crozier, *Ma belle époque*.

Le projet planificateur dépasse donc largement le cadre d'un organisme « technique » ; il constitue un mouvement politique hostile de fait à la consultation démocratique, doté d'une idéologie - celle de la « fin des idéologies » et surtout de la « fin de la classe ouvrière » - anticommuniste, absolument conforme aux intérêts atlantistes. Les planificateurs, distribuant généreusement les crédits du plan Marshall aux intellectuels, syndicalistes et hauts fonctionnaires qui prêtent allégeance aux États-Unis, après avoir nié constituer un courant politique, fédèrent différents clubs autour de leur projet « technocratique » afin de s'opposer au « gaullisme triomphant ».

Le club Jean Moulin, les planificateurs contre « le gaullisme triomphant »

Le club Jean Moulin est créé en 1958¹³ dans le contexte de la guerre d'Algérie et surtout des débuts de Ve République. Porteur d'un projet de société dont le principe est la légitimité de la « compétence technique », le club, fonctionnant comme une « machine à politiser »¹⁴, constitue la forme de mobilisation spécifiquement politique des planificateurs à un moment où les bases de leur pouvoir sont remises en cause par la rupture entre de Gaulle et les réseaux secrets à l'origine de son retour en 1958¹⁵.

Le club est dirigé à partir de 1959 par Georges Suffert, ancien président de la Fédération française des étudiants catholiques. Proche du groupe Esprit, il a travaillé pour le Commissariat au Plan avant de devenir journaliste à Témoignage chrétien et L'Express. En réalité, on trouve à la tête du club, un « Groupe des sept » composé de futurs membres de la Commission Trilatérale (Paul Delouvrier, François Bloch-Lainé), une organisation internationale née en 1973 à l'initiative de David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski¹⁶.

Les principaux hauts fonctionnaires du Plan s'engagent dans le club Jean Moulin : Étienne Hirsch, Jean Ripert (responsable de la coordination au CGP), Jacques Delors (chargé des affaires sociales au Plan), Claude Gruson (directeur de l'INSEE), Simon Nora (membre du SEEF), Jean Saint-Geours (chef du SEEF)... Le projet politique des planificateurs attire des syndicalistes de la CFTC (Gonin et Vignaud du pôle Reconstruction), de la CGT (Lebrun), de la CNJA (Douroux)... mais aussi des jeunes énarques (Olivier Chevrillon, Paul Lemerle), des universitaires (des juristes comme Maurice Duverger et Georges Vedel et des chercheurs issus du CES comme Michel Crozier et Pierre-Henri Chombart de Lauwe), des personnalités de l'univers du journalisme (Philippe Vianney, le créateur du Centre de formation des journalistes ; Michel Drancourt, rédacteur en chef d'*Entreprise*), des entrepreneurs du secteur privé (Claude Alphandéry, banquier et promoteur immobilier) ...

Certains débats sont rendus publics par l'intermédiaire de compte-rendus diffusés sous la forme de bulletins d'information qui paraissent dans le journal *Le Monde*. D'autre part, les éditions du Seuil (dont le fondateur, Paul Flamand, est un membre actif du club) organisent la diffusion de textes rédigés par l'équipe de Suffert.

Publié en 1961, *L'État et le citoyen* constitue le manifeste du club. Le texte, écrit par Georges Vedel et Maurice Duverger (questions institutionnelles), Michel Crozier (questions de « société ») et Georges Suffert, réunit les thèmes majeurs du discours des planificateurs : « fin des idéologies », « participation des ouvriers à la gestion de l'entreprise », « rationalité politique », dévalorisation de l'action parlementaire...

Le club Jean Moulin, après 1962, tente de fédérer différents groupes autour d'un « projet d'opposition au gaullisme triomphant ». En 1963, les assises de Vichy rassemblent les différentes composantes du courant « moderniste » : le cercle Tocqueville, le club Vie nouvelle de Jacques Delors¹⁷, les jeunes agriculteurs de Michel Debatisse, des syndicalistes de la CFTC...

Parallèlement à la préparation des assises, Georges Suffert s'associe à Jean-Jacques Servan-Schreiber afin d'organiser la campagne de Gaston Defferre. Le projet divise le club. L'échec est fatal à Georges Suffert qui est contraint de quitter le club. Ses maladroites - il soutient successivement Defferre, De Gaulle, Lecanuet, puis Mitterrand - sont à l'origine de la dissolution progressive de la « machine à politiser » des

¹³ Deux anciens résistants sont considérés comme les fondateurs officiels du club : Daniel Cordier, un riche marchand de tableaux, ancien secrétaire de Jean Moulin et Stéphane Hessel, un ancien déporté d'origine franco-allemande. Mais ces deux personnalités n'ont que peu d'influence sur la définition des premières orientations du club.

¹⁴ Delphine Dulong, *Moderniser la politique, Aux origines de la Cinquième République*, L'Harmattan, 1997.

¹⁵ « *Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains* », « *Quand le stay-behind portait De Gaulle au pouvoir* » et « *Quand le stay-behind voulait remplacer De Gaulle* », par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août, 27 août et 10 septembre 2001

¹⁶ « *La stratégie anti-russe de Zbigniew Brzezinski* » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 22 octobre 2004.

¹⁷ Le club Citoyens 60, créé en 1959, rassemble des membres (ou d'anciens membres) du MRP, de la SFIO et des syndicalistes de la CFTC. Club spécifiquement catholique, placé sous l'autorité du mouvement Vie nouvelle, Citoyens 60 assure le recrutement et la formation des membres de *Vie nouvelle*. Janine Mossuz, *Les clubs et la vie politique*, A. Colin, coll. « U », 1970.

planificateurs¹⁸. Le club ne disparaît pas pour autant, mais abandonne définitivement la vocation électorale. Il poursuit ses activités durant les années 70 avec l'aide de la Trilatérale qui recrute des membres de ce courant de pensée comme Michel Crozier. Le sociologue attitré du club Jean Moulin rédige, en collaboration avec le penseur post-fasciste Samuel Huntington¹⁹, un rapport sur La crise de la démocratie²⁰. Dans ce document rédigé après la crise du Watergate, ils affirment que trop de démocratie tue la démocratie. La « gouvernabilité » des sociétés contemporaines exigerait donc qu'on limite la démocratie et la liberté de la presse et que l'on s'en remette plus souvent à des techniciens.

Le processus est complet : pour casser la dynamique communiste à la Libération, les États-Unis ont conditionné l'aide à la reconstruction à la dépolitisation de la politique économique. Ils ont imposé un système de planification par concertation hors du débat parlementaire et démocratique. Puis, dans les années 60, lorsqu'ils sont entrés en conflit avec De Gaulle, ils ont promu la carrière politique des technocrates qui les avaient servis. Enfin, dans les années 70, ils les ont associés au processus naissant de globalisation, toujours avec la même crainte du « mauvais choix » que pourraient faire les peuples.

Denis Boneau

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.

¹⁸ Deux mendésistes historiques du club Jean Moulin et de Citoyens 60, Simon Nora et Jacques Delors, entreront dans l'équipe de Chaban-Delmas (ancien ministre du cabinet de 1954). Selon Michel Crozier, « *la nouvelle société* » de Chaban-Delmas serait un « legs » du club Jean Moulin.

¹⁹ Sur la carrière d'Huntington avant qu'il n'acquière sa notoriété, voir « *La Guerre des civilisations* » par Thierry Meyssan, Voltaire, 4 juin 2004.

²⁰ *The Crisis of Democracy, Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission* par Michel Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki, University Press, NY, 1975